

# **Penser l'émancipation - Lausanne, 25-27 octobre 2012**

jeudi 27 septembre 2012, par [BATOU Jean](#) (Date de rédaction antérieure : 27 septembre 2012).

**Du jeudi 25 octobre à 14 heures, au samedi 27 octobre à 17 heures, cent quarante invité-e-s de plusieurs pays seront conviés à l'Université de Lausanne afin de présenter leurs réflexions sur les moyens et les finalités de l'émancipation humaine. En effet, la crise du système capitaliste menace aujourd'hui les fondements de la vie matérielle de centaines de millions de personnes, en même temps que la paix, les équilibres naturels et les acquis culturels de l'humanité. Il est donc grand temps de relancer la réflexion et le débat sur l'horizon d'une rupture avec ce système mortifère. Notre rédaction [de *solidarités* s'est entretenue à ce propos avec Jean Batou, professeur à l'Université de Lausanne, qui fait partie du Comité d'organisation et du Comité scientifique de cette conférence.**

---

**Pourquoi organiser une grande conférence sur l'émancipation humaine ? Ne faut-il pas avant tout participer à la lutte quotidienne contre les effets régressifs du système capitaliste, dans le monde du travail, dans la vie sociale et dans la rue ?**

Jean Batou - Le socialisme, comme horizon de transformation sociale à l'échelle planétaire, a connu une profonde défaite au 20<sup>e</sup> siècle, non seulement sur le terrain politique, mais aussi dans le champ de la pensée. S'il est évidemment indispensable de résister pied à pied aux effets délétères du capitalisme, il ne faut pas sous-estimer la nécessité de reconstruire un horizon crédible de rupture avec ce système, quel que soit le nom que nous lui donnerons. L'absence d'un tel horizon est l'un des principaux points faibles des mouvements de résistance actuels. L'altermondialisme souffre en particulier aujourd'hui de n'avoir pas assez mené de débats de fond au-delà de ses slogans légitimes comme : « Un autre monde est possible » ou « Le monde n'est pas une marchandise ». De plus, un tel déficit de contenu rend difficile la transmission aux nouvelles générations des meilleurs acquis des théories de l'émancipation du passé. S'il faut soumettre à la critique et profondément renouveler ce corpus de réflexion, rien ne serait plus absurde et stérile que d'en faire table rase.

**D'où ce projet est-il né, par qui est-il porté et quels sont ses objectifs ?**

Au départ, ce projet est né de la rencontre entre un pôle de réflexion inspiré du marxisme, à l'Université de Lausanne, et de nombreuses expériences, en particulier dans le monde de l'édition, en France, en Belgique, au Québec, en Suisse, mais aussi en Afrique. Nous avons pris langue, constitué un réseau international, et décidé d'organiser une première manifestation publique à Lausanne, du 25 au 27 octobre prochains. Un tel événement nous a permis d'aller à la rencontre et de découvrir les travaux de dizaines de chercheurs-euses, intéressés par l'appel à contribution que nous avons fait circuler depuis des mois. Ce type d'initiatives est plus avancé dans le monde anglo-saxon, notamment autour des conférences d'Historical Materialism, à Londres et en Amérique du Nord. Notre but, à moyen terme, est de faire vivre ce réseau dans l'espace francophone en

combattant tout sectarisme et tout esprit de chapelle, et d'intéresser aussi de plus larges cercles à notre démarche.

### **Quel est le sens de cet événement ?**

Il rassemblera environ cent-quarante intervenant-e-s dans une quarantaine d'ateliers, qui traiteront de questions aussi diverses que la critique de l'économie politique et du productivisme, le travail précarisé, le mythe du progrès, le droit à la ville, les théories de l'émancipation et leurs différents champs – sans oublier la culture, les sexualités, etc. –, les luttes sociales actuelles et celles du passé, les multiples formes de l'oppression (racisme, domination masculine, hétérosexisme, etc.), les résurgences du fascisme, etc. Ces trois jours seront ponctués par deux séances plénières, la première, jeudi 25 octobre à 18 heures, avec Enrique Dussel, l'un des principaux penseurs de la théologie de la libération en Amérique latine ; la seconde, vendredi 26 octobre, à 18 heures également, avec une brochette d'intervenant-e-s, sur la crise actuelle en Europe. Cette diversité reflète notre volonté d'abattre les murs entre les disciplines ; elle se traduit aussi par un effort pour favoriser le dialogue entre participant-e-s de plusieurs pays – du Nord comme (insuffisamment) du Sud –, de générations et de traditions intellectuelles distinctes. Nous aurons gagné notre pari, si cette première initiative trouve des prolongements dans les années à venir.

### **Pratiquement, comment peut-on obtenir plus d'informations sur cette rencontre, voire y participer ?**

La première chose à faire est de visiter le site du colloque : [www.unil.ch/ple](http://www.unil.ch/ple). On y trouve toutes les indications nécessaires sur les intervenant-e-s et leurs communications, mais aussi sur les organisateurs-trices et le comité scientifique international porteurs de cette initiative, enfin sur le calendrier des conférences, ainsi que sur une série de questions pratiques. Pour prendre part pleinement à ces trois jours de débats, il est préférable de s'inscrire ; nous demandons en outre une contribution individuelle de 45 Frs (25 Frs pour les étudiants et les personnes à revenus modestes). L'essentiel de notre financement est assuré par des subventions du Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS) et par l'Université de Lausanne – Fondation du 450<sup>e</sup> anniversaire, facultés des Sciences sociales et politiques et de Théologie, institut d'histoire économique et sociale (SSP) et section d'histoire (Lettres). Il bénéficie aussi de quelques soutiens associatifs (UNIA, SSP-VPOD, CADTM, CETIM, Regard Critique). Toutes ces contributions sont indispensables à la prise en charge d'une partie des voyages et des hébergements de nos invité-e-s, mais aussi de l'enregistrement vidéo de leurs présentations, ainsi que de la promotion de la conférence. Bien entendu, pour celles et ceux qui ne souhaiteraient suivre qu'un seul atelier ou une séance plénière, il ne sera pas exigé de frais d'inscription.

---

### **P.-S.**

\* A paraître en Suisse dans le n° 214 de « solidaritéS » du 28 septembre 2012. Traduction de la rédaction.